

Université
de Liège



Droit matériel européen – plan de cours
Université de Liège
Prof. dr. Pieter Van Cleynenbreugel

2016-2017

Infos pratiques

Introduction

Section 1. Droit matériel de l'Union européenne

§1. Droit de l'Union européenne

§2. Règles « comportementales »

§3. Droit matériel

Section 2. Droit du marché intérieur européen

Section 3. Structure proposée

Partie I: Fondements juridiques du marché intérieur européen

Chapitre 1. Le marché intérieur au cœur du projet d'intégration européenne

Section 1. L'établissement d'un marché commun comme objectif politique d'intégration économique européenne

- §1. Plus jamais la guerre : la méthode « Monnet »
- §2. La déclaration du 9 mai 1950 de Robert Schuman
- §3. Après la déclaration « Schuman »

Section 2. Du marché commun au marché intérieur

- §1. Vers un marché commun
- §2. L'avènement du marché intérieur
- §3. Le marché intérieur dans le Traité de Lisbonne

Chapitre 2. Le marché intérieur comme structure juridique d'intégration économique

Section 1. Une structure d'intégration économique sui generis

- §1. Zone de libre-échange
- §2. Union douanière
- §3. Union économique
- §4. Union monétaire
- §5. Un marché intérieur sui generis

Section 2. Deux stratégies juridiques complémentaires

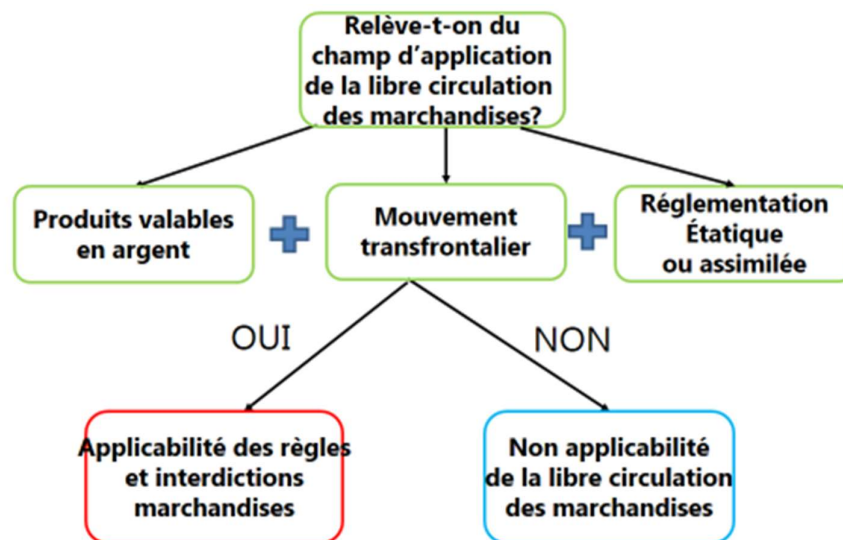
- §1. Interdictions – droit primaire
- §2. Harmonisation – droit dérivé
- §3. Rapports entre interdictions et harmonisation

Partie II: Les libertés de circulation: équilibrer l'accès aux marchés des Etats membres et le pouvoir réglementaire étatique

Chapitre 1. La libre circulation des marchandises

Section 1. Champ d'application de la libre circulation des marchandises

- §1. Champ d'application ratione materiae
- §2. Champ d'application ratione loci
 - A. En libre pratique
 - B. Mouvement interétatique ?
- §3. Les bénéficiaires de la libre circulation des marchandises
 - A. Invocabilité verticale
 - B. Invocabilité horizontale ?
- §4. Schéma de synthèse



Section 2. Abolition des obstacles fiscaux

- §1. Droits de douane
 - A. Interdiction
 - B. Justifications?
 - C. Un tarif extérieur commun
- §2. Taxes/charges d'effet équivalent
 - A. Interdiction absolue
 - B. Exceptions : redevances pour des services rendus par une autorité publique
 - C. Cas limites
 - Absence de production nationale
 - Produits non-stockables
 - Charges parafiscales
- §3. Impositions internes discriminatoires ou protectionnistes

A. Champ d'application : impositions intérieures

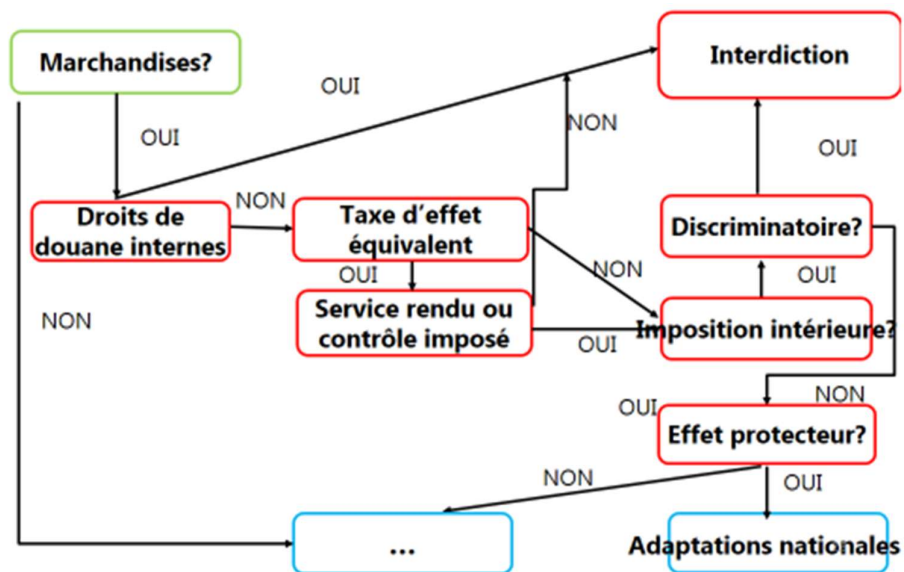
B. Interdiction de discrimination

1. Produits similaires
2. Une taxation supérieure
3. Interdiction

C. Interdiction de protectionnisme

1. Produits comparables
2. Effet protectionniste
3. Diminution de l'écart protectionniste

§4. Schéma de synthèse



Section 3. Abolition des obstacles physiques et techniques

§1. Restrictions quantitatives

§2. Les MEERQ : mesures d'effet équivalent à une restriction quantitative d'importation et d'exportation

A. MEERQ-importations

1. Une définition élargie à la suite des arrêts Dassonville et Cassis de Dijon
2. Les modalités de vente exclues : Keck et Mithouard
3. Au-delà des modalités de vente ?
4. Nouvelle approche d'harmonisation technique

B. MEERQ-exportations

1. Mesures discriminatoires
2. Vers une approche plus extensive : Gysbrechts et New Valmar

§3. Justifications

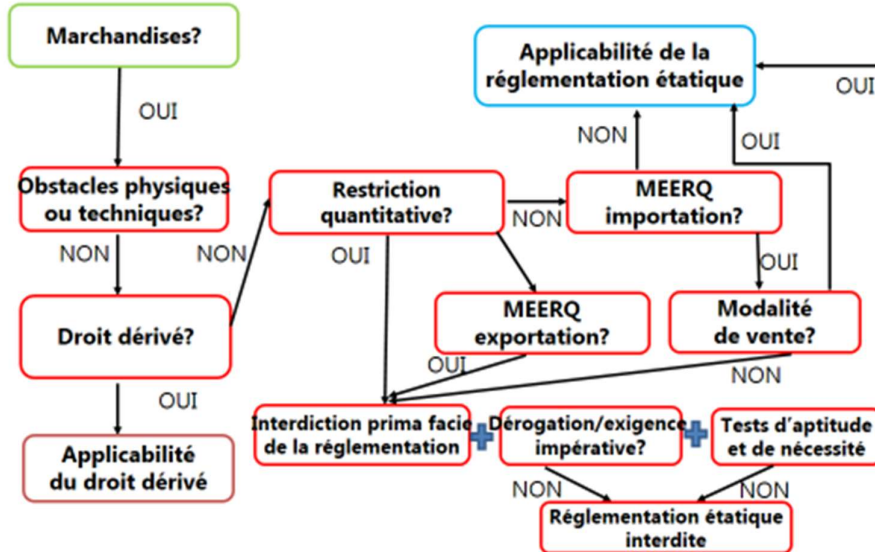
A. Dérogations à l'interdiction

B. Exigences impératives d'intérêt général

C. Tests d'aptitude et de nécessité

1. Aptitude et nécessité dans le contexte de l'article 36 TFUE
2. Aptitude et nécessité dans le contexte des exigences impératives
3. Aptitude et nécessité dans la pratique

§4. Schéma de synthèse



Chapitre 2 La libre circulation des capitaux

Section 1. Champ d'application de la libre circulation des capitaux

§1. Ratione materiae

- A. Paiements
- B. Capitaux

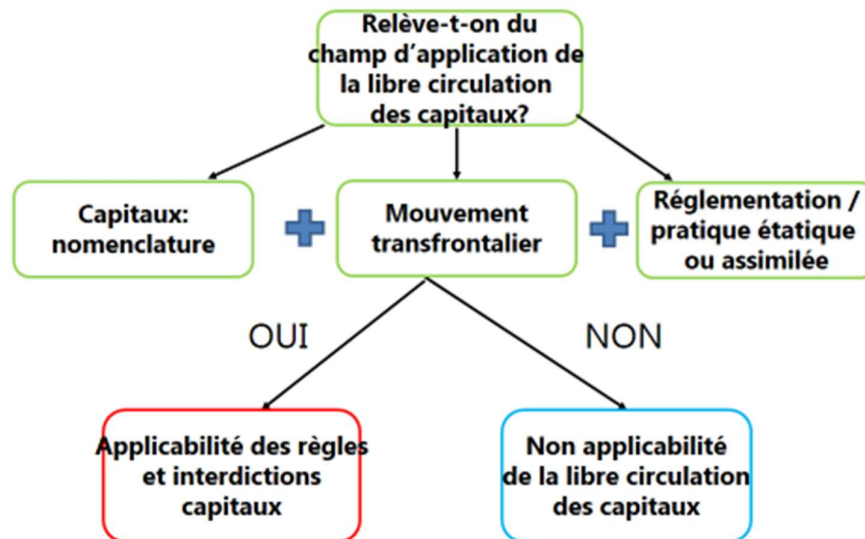
§2. Ratione loci

- A. Mouvement interétatique
- B. Mouvement entre Etat membre et pays tiers

§3. Les bénéficiaires de la libre circulation des capitaux

- A. Invocabilité verticale
- B. Invocabilité horizontale ?

§4. Schéma de synthèse



Section 2 : Interdiction des restrictions

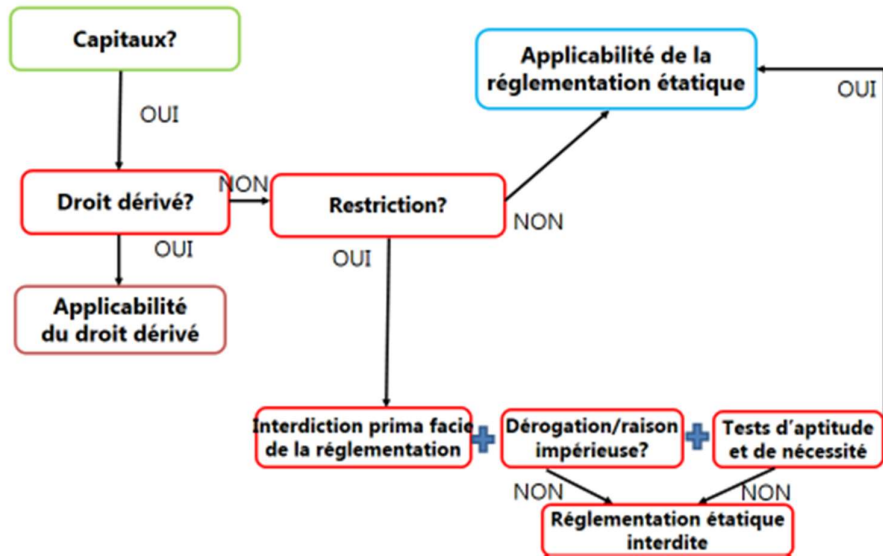
§1 Restrictions interdites

- A. Toute restriction
- B. Modalités de « vente » ?

§2 Justifications

- A. Dérogations
 - 1. Dérogations dans les relations aux pays tiers
 - 2. Dérogations générales à l'interdiction
- B. Raisons impérieuses d'intérêt général
- C. Tests d'aptitude et de nécessité

§3 Schéma de synthèse



Chapitre 3. La libre circulation des personnes : de travailleur à citoyen

Section 1. Travailleurs : champ d'application

§1. Champ d'application ratione personae

- A. Une définition ouverte des travailleurs
 1. Toute prestation fournie
 2. Pendant un certain temps
 3. Sous la direction d'une autre personne
 4. Contre rémunération
- B. Exclusion des emplois dans l'administration publique

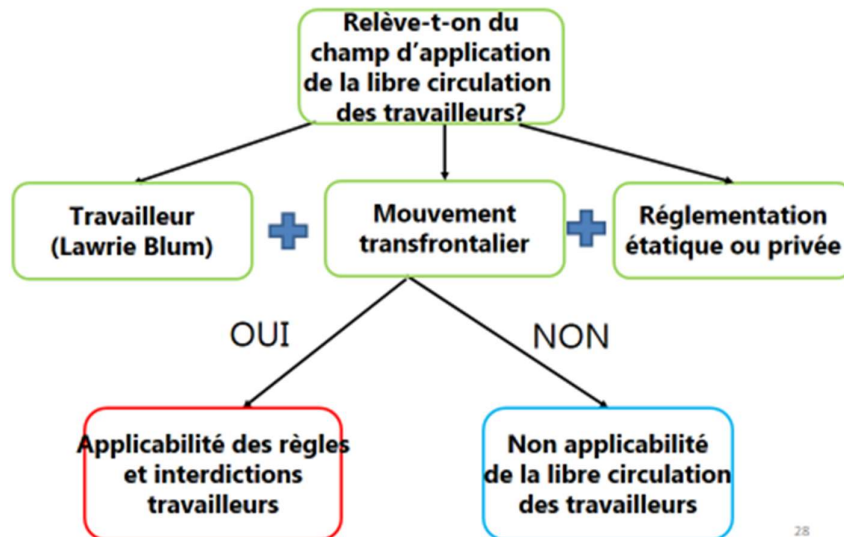
§2. Champ d'application ratione loci

- A. Mouvements transfrontaliers
 1. Mouvement de son Etat de résidence vers un autre Etat
 2. Retour d'un ressortissant dans son Etat membre
- B. Situations purement internes

§3. Les bénéficiaires de la libre circulation des travailleurs

- A. Invocabilité verticale
- B. Invocabilité horizontale
 1. Organismes collectifs
 2. Employeurs privés ?

§4. Schéma de synthèse



28

Section 2. Travailleurs : interdiction de discrimination

§1. « Discriminations » interdites

- A. Interdictions de droit primaire
- B. Des modalités de « travail » ?

- C. Interdictions de droit dérivé
- D. Rapports entre droit primaire et droit dérivé

§2. Justifications

- A. Dérogations à l'interdiction
- B. Raisons impérieuses d'intérêt général
- C. Tests d'aptitude et de nécessité

Section 3. De travailleur à citoyen

§1. La reconnaissance des droits de circulation de futurs et anciens travailleurs

- A. Travailleurs potentiels : chercheurs d'emploi
- B. Travailleurs potentiels : étudiants
- C. Anciens travailleurs
- D. Synthèse

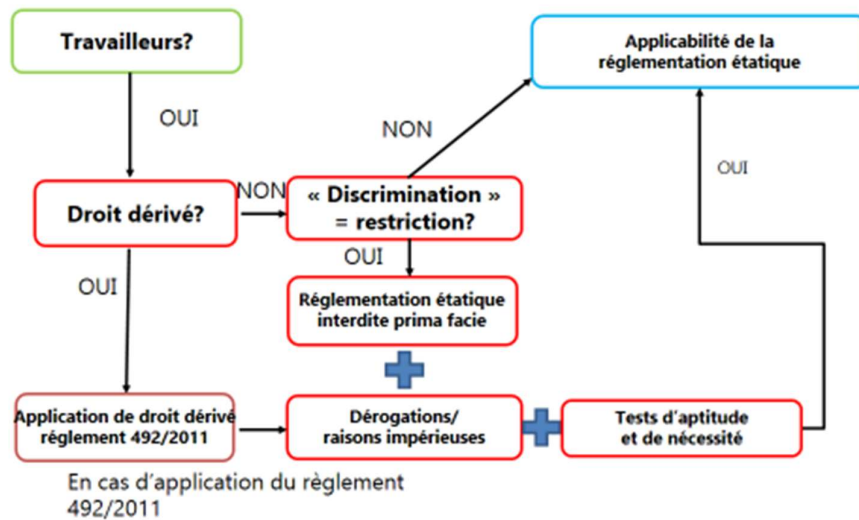
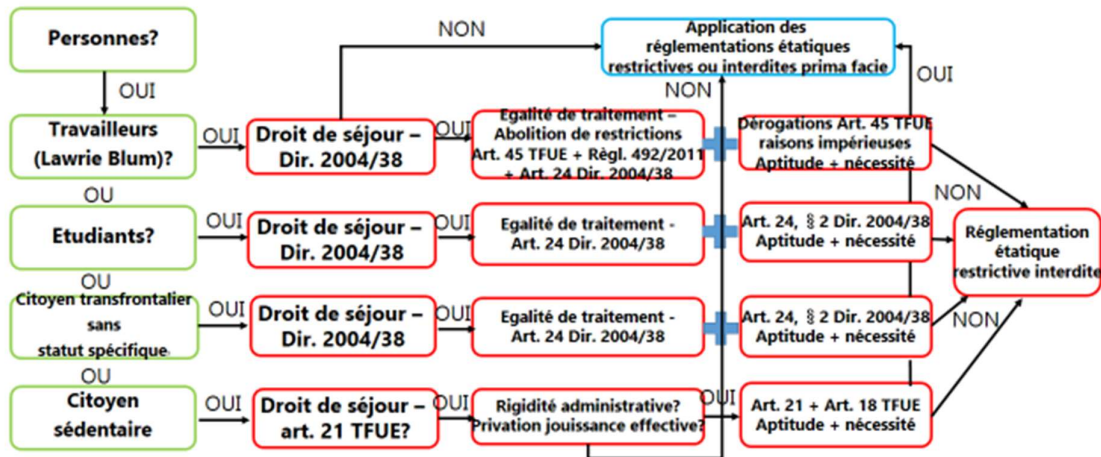
§2. La reconnaissance de protections plus générales : la citoyenneté européenne dans le Traité de Maastricht et des droits autonomes de séjour

- A. Droits autonomes de séjour et de circulation
- B. Droits autonomes supplémentaires ?

§ 3. Le régime juridique en vigueur des droits de séjour des travailleurs et citoyens

- A. Le régime juridique de la directive 2004/38/CE
 - 1. Séjours jusqu'à trois mois
 - 2. Séjours de plus de trois mois et moins de cinq ans
 - a. Travailleurs
 - b. Demandeurs d'emploi
 - c. Étudiants
 - d. Citoyens puissants
 - e. Membres de la famille
 - 3. Séjour de plus de cinq ans
 - 4. Droits dérivés du droit de séjour temporaire ou permanent
 - a. Protection contre l'éloignement
 - b. Égalité de traitement
- B. Les rapports entre le droit primaire et le droit dérivé dans le contexte de la citoyenneté
 - 1. Principe : *lex specialis derogat legi generali*
 - 2. En l'absence de *lex specialis*...
 - a. Rigidités administratives liées à l'Etat civil d'un citoyen
 - b. Privation de la jouissance effective des droits de circulation et de séjour

§4. Schémas de synthèse



Section 4. L'espace Schengen

§1. Un régime juridique complémentaire

- A. L'achèvement graduel d'un régime juridique supranational
- B. Réglementations liées au bon fonctionnement du régime Schengen

§2. Le régime juridique Schengen

- A. Abolition des contrôles physiques
- B. Dérogations au régime juridique de « Schengen »

Chapitre 4. La libre prestation des services et la liberté d'établissement

Section 1. Champ d'application

§1. Prestation de services ou établissement

A. Service comme prestation économique

1. Prestation économique
2. Contre rémunération

B. Etablissement afin d'effectuer des prestations économiques

1. Personnes physiques
2. Personnes morales

C. Différence établissement – prestation de services

1. Caractère permanent ou temporaire de la prestation envisagée
2. Libre prestation de services comme catégorie résiduelle

D. Exercice de l'autorité publique

§2. Prestation ou établissement transfrontalier

A. Prestation transfrontalière

1. Ressortissant d'un Etat membre
2. Etabli dans un Etat membre
3. Prestation de service dans un autre Etat membre que celui du destinataire

B. Etablissement transfrontalier

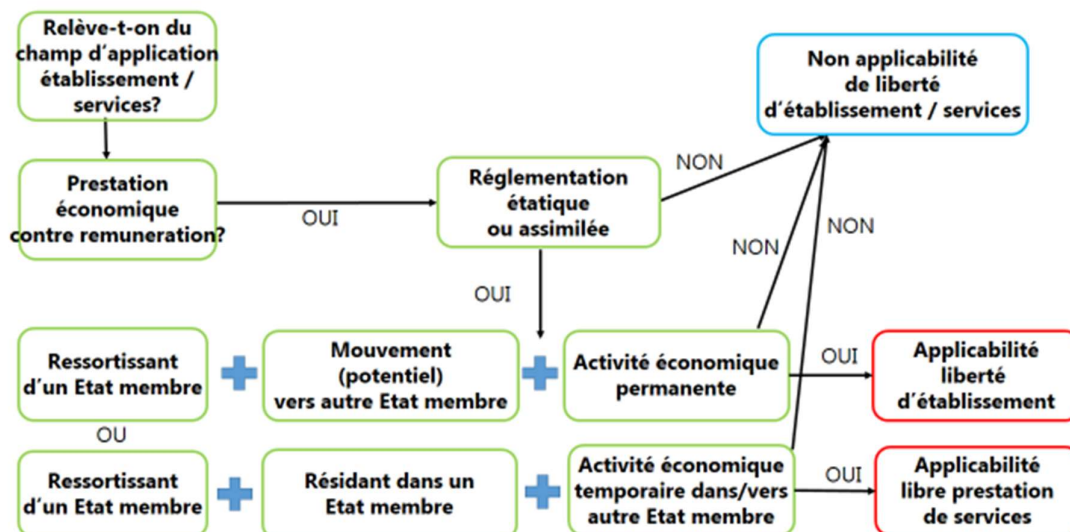
C. Situations purement internes

§3. Les bénéficiaires du libre établissement/libre prestation de services

A. Invocabilité verticale

B. Invocabilité horizontale ?

§4. Schéma de synthèse



Section 2. Interdiction de restrictions

§1. Droit dérivé : la directive services

- A. Services exclus de la directive
 - 1. Des activités ne pas constituant des services
 - 2. De réglementations plus spécifiques
 - 3. Sensibilités morales
- B. Interdictions au libre établissement
 - 1. Autorisations administratives
 - 2. Exigences interdites
 - 3. Exigences à évaluer
- C. Interdictions à la libre prestation de services
 - 1. Principe de libre circulation
 - 2. Restrictions interdites prima facie
 - 3. Droits des destinataires de services

§2. Droit primaire

- A. Interdictions au libre établissement
 - 1. Etablissement des personnes physiques
 - 2. Etablissement des personnes morales
 - a. Etablissement principal
 - b. Etablissement subsidiaire
- B. Interdictions à la libre prestation de services
 - 1. Toute mesure restrictive
 - 2. Modalités de prestation exclues ?

Section 3. Justifications

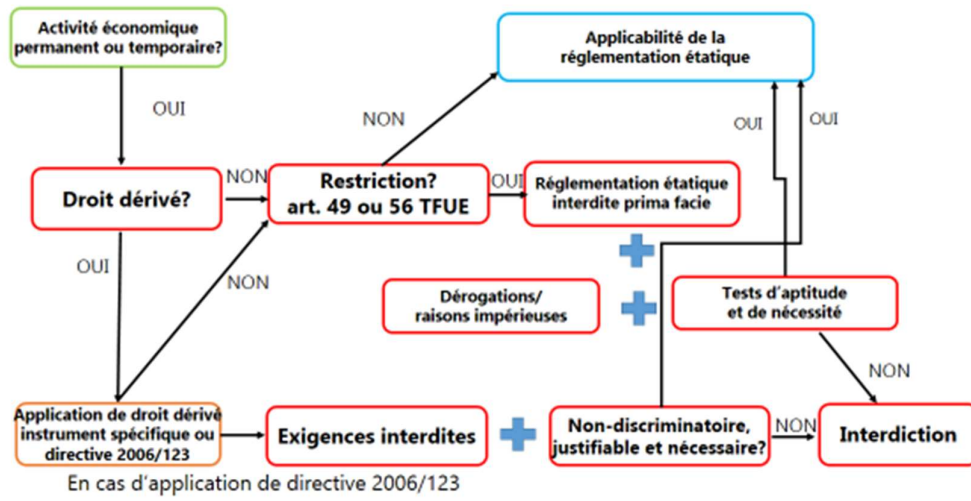
§1. Droit dérivé : la directive services

- A. Justifications des restrictions à l'établissement
 - 1. Régime général de justification
 - 2. Exigences non justifiables
- B. Justifications des restrictions à la prestation de services
 - 1. Régime général de justifications
 - 2. Dérogations au régime général

§2 : Droit primaire

- A. Dérogations
- B. Raisons impérieuses d'intérêt général
- C. Tests d'aptitude et de nécessité

Section 4 : Schéma de synthèse



Chapitre 5. Quatre libertés de circulation : une approche juridique cohérente ?

Section 1. Similitudes et différences entre les différentes libertés de circulation

§1. Un mode de raisonnement similaire

champ d'application + bénéficiaires	restriction	objectifs d'intérêt général justificateurs	tests d'aptitude et de nécessité
--	-------------	---	-------------------------------------

§2. Un mode de raisonnement d'application différenciée

	champ d'application + bénéficiaires	restriction	objectifs justificateurs	tests d'aptitude et de nécessité
marchandises		modalités de vente : catégorie d'exclusion	exigences impératives	
capitaux			raisons impérieuses	
travailleurs	invocabilité horizontale plus étendue ?	discrimination = restriction	raisons impérieuses	
établissement /services			raisons impérieuses ; directive services	

Section 2. Approche pratique : comment choisir la liberté de circulation la plus appropriée

§1. Cumul des libertés

§2. Approche pratique : choisir une liberté à invoquer

Chapitre 6. Aides d'Etat : limitation des interventions publiques dans une économie de marché

Section 1. Un régime juridique spécifique

§1. Raison d'être des réglementations sur les aides d'Etat

- A. Complément du marché intérieur
- B. Contrôle supranational préalable

§2. Un système supranational particulier

- A. Régime d'autorisation
- B. L'importance de la soft law

Section 2. Interdiction des avantages sélectifs

§1. Interdiction

- A. Avantage
- B. Attribuable à une autorité étatique
- C. Sélectivité
- D. Affectation du commerce interétatique

§2. Exceptions à l'interdiction

- A. Exceptions per se
- B. Exemptions par catégorie
- C. Exceptions à évaluer

Section 3. Procédure

§1. Autorisation préalable

- A. Notification de la Commission
- B. Déroulement de la procédure devant la Commission

§2. Contrôle juridictionnel

- A. Recours d'annulation
- B. Le rôle des juridictions des Etats membres

Partie III: Le marché intérieur et son futur dans le contexte de l'intégration économique européenne

Chapitre 1. Marché intérieur et politiques économiques complémentaires

Section 1. Politique de concurrence

- §1. Une politique complémentaire à celle du marché intérieur
- §2. Interdictions d'entente et d'abus
- §3. Justifications – 'more economic approach'

Section 2. Politique industrielle

- §1. Une politique complémentaire à celle du marché intérieur
- §2. Article 173 TFUE
- §3. Article 345 TFUE

Section 3. La protection des consommateurs

- §1. Une politique complémentaire à celle du marché intérieur
- §2. L'importance du droit dérivé

Chapitre 2. Le futur du marché intérieur

Section 1. Du marché intérieur au marché unique

- §1. Revitaliser le projet politique et juridique
- §2. Les Actes pour le marché unique
- §3. Europe 2020

Section 2. Mise-en-œuvre plus efficace

- §1. Coordination administrative accrue : SOLVIT
- §2. Quel futur rôle pour les juridictions nationales et supranationales ?

Bibliographie générale

MARCHE INTERIEUR

1. LIVRES

- Nathalie De Grove-Valdeyron, *Droit du marché intérieur européen*, 4e ed., Issy-les-Moulineaux, L.G.D.J., Lextenso Editions, 2014.
- Friedl Weiss and Clemens Kaupa, *European Union internal market law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.
- Norbert Reich, Annette Nordhausen Scholes & Jeremy Scholes, *Understanding EU internal market law*, 3e ed., Antwerpen, Intersentia, 2015.
- Paul Craig & Grainne De Burca, *EU law: text, cases, and materials*, 6e ed., Oxford, Oxford University Press, 2015.
- Juan Jorge Piernas López, *The concept of state aid under EU law: from internal market to competition and beyond*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- Karen Davies, *Understanding European Union Law*, 6e ed., New York, Routledge, 2016.
- Grégory Godiveau & Stéphane Leclerc, *Droit du marché intérieur de l'Union européenne : les libertés de circulation et de concurrence*, Issy-les-Moulineaux, Lextenso, 2016.
- Louis Vogel, *Droit du marché intérieur*, Bruxelles, Bruylant, 2016.

2. ARTICLES

- Emmanuelle Mazuyer, « Droit européen du marché intérieur », *Revue Lamy droit des affaires*, N. 98, 2014, p. 66-70.

AIDES D'ETAT

3. LIVRES

- Kelyn Bacon, *European Union law of state aid*, 2e ed., Oxford, Oxford University Press, 2013.
- Tim Bruyninckx, *Materieel EU-staatssteunrecht*, Gent, Larcier, 2015.
- Michaël Karpenschif, *Droit européen des aides d'État*, Bruxelles, Bruylant, 2015.
- Pierre-Marie Sabbadini, *Les aides d'Etat: aspects juridiques et économiques*, Bruxelles, Larcier, 2015.
- Conor Quigley QC, *European State aid law and policy*, 3 ed., Oxford, Hart Publishing, 2015.

- Nicola Pesaresi, Koen Van de Castele, Leo Flynn & Christina Siatelli, *EU competition law. Volume IV, State aid*, 2 ed., Deventer, Claeys & Casteels, 2016.
- Franz Jürgen Säcker & Frank Montag, *European state aid law: a commentary*, Oxford, Hart Publishing, 2016.
- Herwig Hofmann & Claire Micheau, *State aid law of the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2016.
- Jacques Derenne & Vincent Verouden, « *Distortion of Competition and Effect on Trade Between Member States* », in *EU State Aid Control: Law and Economics, Chapter 5*, Wolters Kluwer, 2017.

4. ARTICLES

- Phedon Nicolaidis & Ioana Eleonora Rusu, “The conflicting roles of state aid control: support of financial institutions versus safeguarding the internal market”, *Maastricht journal of European and comparative law*, 2010, v. 17, n. 3, p. 223-229.
- Jacques Delors, « Pour une nouvelle relance du marché unique », *Revue du Marché commun et de l’Union européenne*, 2013, n. 565, février, p. 71-72.
- Săraru, Cătălin-Silviu, State aids that are incompatible with the internal market in European Court of Justice case law, *Studies of business law*, 2013, p. 39-48.
- Umut Aydın, “Issue framing in the European Commission: state aid policy and the single market”, *Comparative European politics*, 2014, v. 12, n. 2, p. 141-159.
- Fernando Pastor-Merchante, “The administration of the rules on State aid”, in *The public administration of the internal market*, 2015, p. 131-150.
- Jacques Derenne & Mateo Domecq, “Key Developments in State Aid Law – 2015”, *Journal of European Competition Law & Practice*, 2016, v. 7, n. 2, pp. 135-149.
- Jacques Derenne & Marianne Dony, « *Chronique de jurisprudence européenne - Aides d’État (2011-2015), Chapitre 1 – Les règles de fond* », *Cahiers de droit européen*, 2016/2, pp. 687 – 827.
- Michael Sánchez Rydelski, “State aid”, in *The handbook of EEA law*. 2016, p. 575-603.